

Revue d'études comparatives Est-Ouest

<http://www.necplus.eu/REC>

Additional services for *Revue d'études comparatives Est-Ouest*:

Email alerts: [Click here](#)

Subscriptions: [Click here](#)

Commercial reprints: [Click here](#)

Terms of use : [Click here](#)



La famille dans tous ces États : France, Géorgie, Lituanie, Russie

Alain Blum, Cécile Lefèvre, Pascal Sebillé, Irina Badurashvili, Arnaud Régnier-Loilier, Vlada Stankundétrienne et Oxana Sinyavskaya

Revue d'études comparatives Est-Ouest / Volume 40 / Issue 3-4 / December 2009, pp 5 - 35
DOI: 10.4074/S0338059909003015, Published online: 19 January 2010

Link to this article: http://www.necplus.eu/abstract_S0338059909003015

How to cite this article:

Alain Blum, Cécile Lefèvre, Pascal Sebillé, Irina Badurashvili, Arnaud Régnier-Loilier, Vlada Stankundétrienne et Oxana Sinyavskaya (2009). La famille dans tous ces États : France, Géorgie, Lituanie, Russie. *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 40, pp 5-35 doi:10.4074/S0338059909003015

Request Permissions : [Click here](#)



LA FAMILLE DANS TOUS CES ÉTATS : FRANCE, GÉORGIE, LITUANIE, RUSSIE

*ALAIN BLUM, CÉCILE LEFÈVRE, PASCAL SEBILLE, IRINA BADURASHVILI,
ARNAUD RÉGNIER-LOILIER, VLADA STANKUNDÉTRIENE, OXANA SINYAVSKAYA*

Directeur, Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen
(CERCEC), EHESS ; Directeur de recherche, INED, Paris (blum@ehess.fr)

Administrateur, INSEE ; chercheur associé, INED (lefevre@ined.fr)

Maître de conférences, Centre de recherche Populations et sociétés
(CERPOS), Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense ;
chercheur associé, INED (pascal.sebille@u-paris10.fr)

Directrice, Georgian Center for Population Research (Gcpr), Tbilissi
(gcpr@gol.ge)

Chargé de recherche, INED (arnaud.regnier-loilier@ined.fr)

Professeur, Centre de recherche démographique, Directrice de l'Institut de
recherche sociale, Vilnius (vladast@ktl.mii.lt)

Directrice adjointe, Institut indépendant de politique sociale (NISP), Moscou
et chercheur associé à la Maastricht Graduate School of Governance,
Maastricht University (o.sinyavskaya@socpol.ru)

Ce numéro spécial est consacré à l'étude des transformations familiales récentes survenues en France, Géorgie, Lituanie et Russie. Celles-ci s'articulent autour de trois ensembles de facteurs majeurs des comportements démographiques : le premier est d'ordre anthropologique et ressort aux relations intra-familiales ; le deuxième est politique, l'histoire de chacun de ces pays étant particulière ; le troisième est économique et social : il contraint ou libère les trajectoires démographiques, étant lui-même la combinaison de profondes tendances transnationales et nationales. Cet ordonnancement a surtout une valeur heuristique et non démonstrative. Il sert à replacer les études qui suivent dans le cadre général des transformations démographiques et offre un regard sur les principales dynamiques observées à partir d'indicateurs synthétiques et de mesures issues des enquêtes « Générations et genre » (GGS : *Generations and Gender Surveys*)¹ menées entre 2004 et 2006 sur la base d'un questionnaire de référence commun (voir Annexes 1 et 2) dans les quatre pays retenus ici.

Les dynamiques mesurées par les indicateurs synthétiques reflètent des histoires démographiques longues, qui rapprochent ou éloignent les pays, tout en mettant en évidence les effets immédiats des politiques publiques en matière démographique et ceux d'une histoire politique et sociale plus générale. Les mesures provenant d'enquêtes statistiques auprès des ménages conjuguent le synchronique et le diachronique. Elles permettent de saisir des changements de comportement que les indicateurs usuels ne mesurent pas et donnent ainsi la possibilité d'étudier avec précision les processus qui conduisent à la formation des familles en identifiant, au-delà des tendances démographiques, des pratiques différentes.

1. POURQUOI CES QUATRE PAYS ?

Le choix des pays retenus dans ce numéro peut surprendre. Quoi de semblable entre la France, la Géorgie, la Lituanie et la Russie qui justifierait de les inclure dans une même étude et d'omettre l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie entre autres ? La première raison est pragmatique : quatre équipes de recherche ayant réalisé la même enquête se sont réunies autour d'un projet pour échanger et analyser les données collectées. La seconde tient à la nature de l'analyse comparative entre pays. Notre objet, en effet, est de confronter un groupe de pays – la Géorgie, la Lituanie et la Rus-

1. Le projet « Générations et genre » (*Generations and Gender Project* ou « GGP ») a été lancé en 2000 par la Population Activities Unit (PAU) de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (UNECE). La première vague d'une série d'enquêtes internationales (*Generations and Gender Surveys*) qui en comporte trois a été réalisée dans ce cadre, plusieurs pays européens – l'Allemagne, la Bulgarie, la France, la Géorgie, la Hongrie, la Lituanie, les Pays-Bas, la Roumanie, la Russie – ayant déjà fourni leurs données. Pour plus de précisions, voir <http://www.unece.org/pau/ggp/Welcome.html>

sie – qui ont partagé une même histoire politique et économique durant des décennies, mais dont l'histoire culturelle et les formes anthropologiques ne sauraient être confondues, avec celles d'un autre pays, la France, dont la trajectoire a été tout autre. En établissant cette comparaison, il est possible d'estimer le rôle des déterminants socioculturels et politiques des transformations démographiques qui sont au cœur de notre réflexion.

Sans doute est-il regrettable de n'avoir pu ajouter deux autres pays, l'un d'Europe occidentale (l'Allemagne ou l'Italie, par exemple), l'autre d'Europe centrale et orientale comme la République tchèque ou la Bulgarie qui ont été sous l'influence de l'Union soviétique jusqu'en 1989 et sont aujourd'hui membres de l'Union européenne. Leur absence s'explique par l'impossibilité, au cours du projet, d'accéder aux données de leur enquête GGS².

Pour en revenir à l'histoire, rappelons que la Russie et la Géorgie partagent le même territoire politique depuis le XIX^e siècle. Les divers royaumes ou principautés qui constituaient la Géorgie étaient déjà intégrés dans l'Empire russe depuis la conquête de la Transcaucasie entre 1801 et 1878. Après la disparition de l'Empire en 1917 et de l'éphémère Fédération indépendante de Transcaucasie créée en 1918, la Géorgie ne conservera que très peu de temps son indépendance avant de devenir à terme une république de l'Union soviétique. La Lituanie qui, après avoir été une composante de l'Empire tsariste, proclame son indépendance à la faveur de la Révolution d'Octobre de 1917 avant d'être annexée par l'Union soviétique en 1940 dans le prolongement du pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

Ces trois pays ont, comme la France, traversé les événements tragiques du XX^e siècle dont la Seconde Guerre mondiale qui a eu de lourdes conséquences démographiques, toutefois différentes d'un pays à l'autre. La Russie, l'un des acteurs principaux du conflit, enregistre des pertes humaines et matérielles considérables. La Lituanie, annexée par l'URSS en 1940, est envahie en 1941 par l'Allemagne qui l'occupe jusqu'en 1945, puis réintégrée dans l'Union soviétique. Sous l'occupation allemande, la population juive, nombreuse dans ce pays, est exterminée. De multiples formes de résistance à la présence soviétique engendrent de l'instabilité plusieurs années encore après la fin de guerre. Enfin, les déportations vers la Sibérie sont massives dès 1940, puis après la retraite des troupes allemandes. La Géorgie, déjà partie intégrante de l'URSS, participe au conflit mais sans subir de pertes aussi énormes que la Russie ou la Lituanie. La France, enfin, qui a moins pâti de la guerre que ces trois pays, en sort néanmoins transformée.

2. Parmi les pays d'Europe centrale et orientale ayant fait partie de la sphère d'influence soviétique après la Seconde Guerre mondiale, la Hongrie, la République tchèque et la Bulgarie ont participé à l'enquête GGS. Parmi les pays d'Europe occidentale, l'Allemagne et l'Italie ont fait de même.

Après 1945, point de départ d'une période marquée par l'histoire politique et sociale commune de la Russie, de la Géorgie et de la Lituanie, les quatre pays appartiennent à deux pôles séparés, expression de la division de l'Europe entre l'après-guerre et 1991, année de la dissolution de l'URSS. La Lituanie est la première à proclamer son indépendance le 11 mars 1990. La Géorgie la suit à un an de distance, revendiquant son indépendance le 9 avril 1991. Ce n'est qu'avec la disparition de l'URSS, le 25 décembre 1991, que ces indépendances deviennent effectives, ouvrant à ces pays la voie d'une existence autonome. Les nouveaux États indépendants s'engagent dans une politique de transformation aux résultats contrastés. La Géorgie, contrairement à d'autres anciennes républiques soviétiques, ne parvient pas à la stabilité politique. La Lituanie, quant à elle, rejoint l'Union européenne le premier mai 2004.

La comparaison que nous entreprenons ici renvoie aux dimensions anthropologiques et culturelles de chacun des pays concernés. Les situations observées à l'heure actuelle témoignent d'une diversité dont les rapports entre les hommes et les femmes ainsi que les valeurs familiales se font l'écho. Cette dimension anthropologique participe à l'élaboration d'espaces organisés autour des vies religieuse, familiale et culturelle qui se combinent au sein d'institutions qui peuvent prendre des formes très diverses. Le cas de la Lituanie illustre bien comment ce pays, proche de la Pologne par son histoire et sa tradition catholique, a divergé durant la période soviétique de l'actuelle Russie et des deux autres États baltes, la Lettonie et l'Estonie. En effet en Lituanie, l'avortement ou le divorce étaient et sont encore beaucoup moins fréquents que chez ses voisins. La Géorgie est un autre pays où le facteur anthropologique a une influence majeure sur les comportements démographiques. Le caractère patriarcal des rapports familiaux y reste prégnant et domine les relations de couple, les mises en union et les formes d'entraide.

En Russie, les rapports familiaux ont également un caractère patriarcal, même s'il est moins poussé qu'en Géorgie. Le contexte politique et économique hérité de l'Union soviétique (la pénurie de logements entre autres), n'a pas non plus été sans effet sur les comportements démographiques. Cependant, nombreuses sont les composantes culturelles et anthropologiques, dont la ligne de Hajnal³ est le symbole, à jouer un rôle déterminant dans la définition des pratiques sociales et familiales en Russie. Ce schéma est certes aujourd'hui nuancé, voire en partie contesté, mais cet ancrage culturel subsiste : celui d'une formation précoce de la famille et de relations intergénérationnelles soutenues.

3. Rappelons que la ligne de Hajnal sépare une zone de mariage précoce et de structures familiales complexes à l'est et une zone de mariage tardif et de structures familiales nucléaires à l'ouest. Voir, par exemple, André Burguière, Christiane Klapisch-Zuber, Martine Segalen, Françoise Zonabend, *Histoire de la Famille*, réédition de poche, Stock, Paris, 1994.

Enfin, en France, où la famille nucléaire prédomine, l'entraide et les relations entre parents sont moins denses qu'en Russie ou en Géorgie. Les relations au sein de la parenté ne sont pas de nature patriarcale ou patrilocale et sont plus symétriques entre les générations.

Aux dimensions historique et anthropologique, s'en ajoute une troisième aux multiples facettes : la dimension socio-économique. Les transformations sociales et économiques dans des secteurs où l'État peut jouer un rôle majeur – le système d'enseignement, les politiques de soutien financier aux familles ou d'accès aux systèmes de soin et aux moyens de limitation des naissances – conditionnent les relations fondées sur des aides matérielles et financières qu'entretiennent les familles et l'État. Cette dimension recouvre aussi l'organisation sociale et économique du pays : la stratification sociale, les règles de fonctionnement du marché du travail ou les conditions d'accès au logement.

Parmi les quatre pays, seule la France évolue dans une économie de marché inscrite depuis longtemps dans son histoire. Les autres ont connu pendant 50 ou 70 ans un régime autoritaire où l'économie était planifiée et l'accès à l'emploi strictement défini par l'État. Les histoires de vie et les trajectoires professionnelles étaient délimitées par un système de protection sociale où le chômage était officiellement inexistant et où l'employeur pouvait fournir des services et attribuer des logements à son personnel. L'État prenait en charge une partie de la vie familiale dans le réseau de crèches et de jardins d'enfants qu'il avait créé. Dans le même temps, il incitait paradoxalement les familles à développer la solidarité intergénérationnelle, censée pallier l'offre déficitaire de logements et de biens de consommation courante, notamment alimentaires, typique d'une économie de la pénurie.

Au début des années 1990, les bouleversements qui affectent les trois pays est-européens se traduisent, dans un premier temps, par la libéralisation de l'économie. Elle provoque entre autres une élévation considérable du coût de la vie pendant que l'aide de l'État aux familles diminue et que le système d'institutions sociales (crèches, hôpitaux, etc.) se délabre. Toutefois, les trois pays divergent rapidement. Après une décennie chaotique, la Russie et la Lituanie commencent à tirer profit des changements. L'économie russe se renforce au début des années 2000 grâce à la hausse du prix des ressources naturelles sur le marché international, ressources clés pour un pays exportateur de matières premières, et l'économie lituanienne bénéficie de l'adhésion à l'Union européenne en 2004. La Géorgie fait exception en ne progressant pas économiquement faute de possibilités nouvelles, sans oublier le lourd fardeau des guerres d'indépendance (Abkhazie, Adjara, Ossétie du Sud).

2. LE CADRE DÉMOGRAPHIQUE

Les articles de ce numéro spécial font appel à deux sources. La première se compose d'indicateurs démographiques synthétiques tirés des recensements ou d'enquêtes nationales ; ils servent à retracer les dynamiques diachroniques qui fondent l'observation des changements démographiques au fil des années. La seconde et principale source est une enquête internationale dénommée « Générations et genre » (GGS : *Generations and Gender Surveys*). Issue d'un projet lancé à l'initiative des Nations Unies, cette enquête est longitudinale. Trois vagues successives doivent être réalisées à trois ans d'intervalle dans tous les pays participants, notamment ceux présentés ici. Les données à partir desquelles les travaux qui suivent ont été réalisés proviennent de la première vague d'enquête menée en 2004 en Russie, en 2005 en France et en 2006 en Géorgie et en Lituanie. Son principal atout est d'être basée sur un questionnaire dont le noyau est unique pour tous les pays. Ce *core questionnaire* a été établi en anglais avant d'être traduit et adapté à chacun d'eux (Annexe 2). De même, dans un souci d'homogénéité et de comparabilité, la taille et la structure des échantillons ont été soigneusement définies (Annexe 1). Toutefois, malgré l'objectif affiché de comparabilité, certaines divergences subsistent. La pratique des enquêtes n'est pas nécessairement identique dans chaque pays et la stricte équivalence des questions est parfois rendue difficile par la traduction ou l'adaptation aux contextes nationaux⁴.

La Russie est de loin le pays le plus peuplé avec 144 millions d'habitants en 2004 alors que la France en compte 61 millions et la Géorgie et la Lituanie moins de 5 millions chacune. Les tendances démographiques divergent elles aussi. La population française est la seule à croître, une croissance essentiellement naturelle mais aussi migratoire. Dans les trois autres pays, la population décroît en raison d'une mortalité élevée et d'une faible fécondité que renforce, en Géorgie et en Lituanie, une forte émigration. En Russie, la décroissance est continue depuis de nombreuses années mais elle est atténuée par l'immigration – essentiellement des Russes venus d'anciennes républiques soviétiques – qui a suivi l'éclatement de l'URSS. Toujours est-il que le facteur migratoire est fondamental dans les trois pays. En Géorgie et en Lituanie, de nombreuses familles sont désormais séparées par l'émigration de travail de l'un de leurs membres. Si, pour la Lituanie, la destination première est l'Europe occidentale, en particulier les Îles britanniques, pour la Géorgie, elle est surtout la Russie et ceux qui partent sont principalement des hommes.

4. Voir sur ce point, P. Sebille & A. Régnier-Loilier, *Aménagements du questionnaire Generations and Gender Surveys en France (vague 1)*, Ined, coll. « Documents de Travail », n° 144, Paris, 2007, 191 p.

TABLEAU 1
Quelques indicateurs démographiques

Pays	France	Géorgie	Lituanie	Russie
Population (1990) ^a	56 577	5 424	3 694	147 662
Population (2000) ^a	58 849	4 672*	3 512	145 559
Population (1/1/2005) ^a	60 825	4 321	3 425	143 474
Population (1/1/2006) ^a	61 167	4 401	3 403	142 221
Naissances (2005) ^a	767	47	30	1 502
Naissances (2006) ^a	774	48	31	1 480
Indicateur conjoncturel de fécondité (2005) ^b	198	139	130	130
Décès (2005) ^a	527	43	44	2 294
Décès (2006) ^a	520	42	45	2 167
Espérance de vie à la naissance pour les hommes (2006) ^c	77,2	69,8	65,3	60,4
Espérance de vie à la naissance pour les femmes (2006) ^c	84,0	78,5	77,1	73,2
Solde naturel (2005) ^a	260	4	-11	-792
Solde migratoire (2005) ^a	72	-20	-5	210
Accroissement total (2005) ^a	977	-80	-40	-1 253

a : Effectifs en milliers ; b : Nombre d'enfants pour 100 femmes ; c : En années.

* Il s'agit d'une estimation car les autorités n'ont pas accès aux données de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Sans ces deux régions, la population s'élevait à 4,435 millions en 2000, 4,289 millions en 2005.

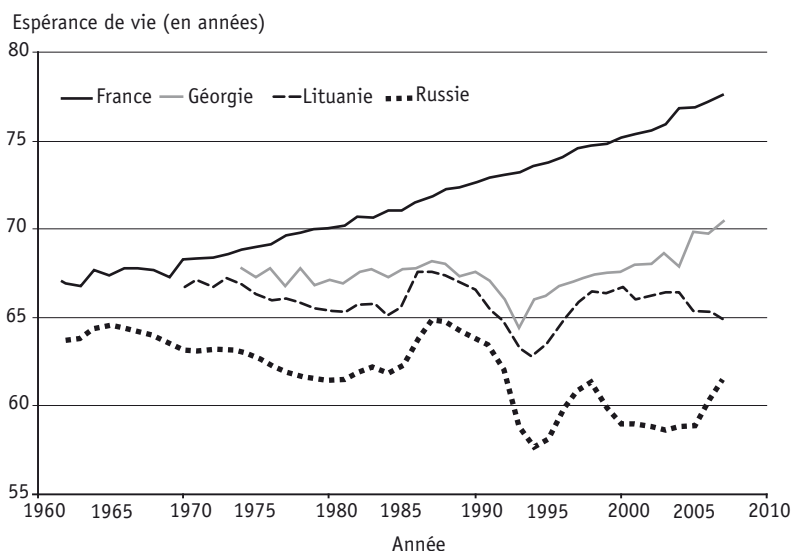
Sources : Annuaires statistiques nationaux et base de données de l'Ined (http://www.ined.fr/pop_chiffres).

L'histoire soviétique a orienté les comportements démographiques, en particulier ceux liés à la santé et à la mortalité (Figure 1). Alors qu'au début des années 1960, la situation ne différait guère dans les républiques soviétiques et les pays occidentaux, elle se met à diverger à partir du début des années 1970. À cette époque, les pays d'Europe occidentale s'engagent dans des réformes de la politique de la santé, notamment en matière de prévention des maladies cardio-vasculaires et de lutte contre le cancer, de sorte que la mortalité décline rapidement et régulièrement. À l'inverse, dans les pays d'Europe centrale et orientale, elle reste au même niveau tandis qu'elle augmente dans les républiques soviétiques où l'espérance de vie ne cesse de diminuer. Le synchronisme des évolutions à plus court terme révèle la sensibilité des composantes de l'URSS à des mesures ponctuelles. Ainsi, pendant que la mortalité augmente au milieu des années 1970 dans l'ensemble de l'URSS, cette hausse s'interrompt un temps au milieu des années 1980 après l'application de lois draconiennes contre l'alcoolisme, lesquelles s'apparentaient à de la prohibition⁵. Jusqu'au début des années 1990, la dynamique de la mortalité est synchrone dans les trois pays de l'ex-Union soviétique. Ce

5. Sur l'interprétation de la fluctuation des niveaux de mortalité depuis les années 1970, cf. A. Avdeev, A. Blum, S. Zakharov et E. Andreev, « Réaction d'une population hétérogène à une perturbation. Un modèle d'interprétation des évolutions de la mortalité en Russie », *Population*, vol. 52, n° 1, 1997, pp. 7-44.

n'est qu'à partir de la chute du régime qu'une rupture se produit ; elle montre à quel point l'appartenance à un même espace politique influençait la mortalité. Si dès le début des années 1990, après avoir longtemps stagné, elle diminue dans la plupart des pays d'Europe centrale, il faut attendre le milieu des années 1990 pour que ce mouvement s'amorce en Lituanie. Quant à la Russie, elle semble, depuis peu, prendre progressivement le même chemin.

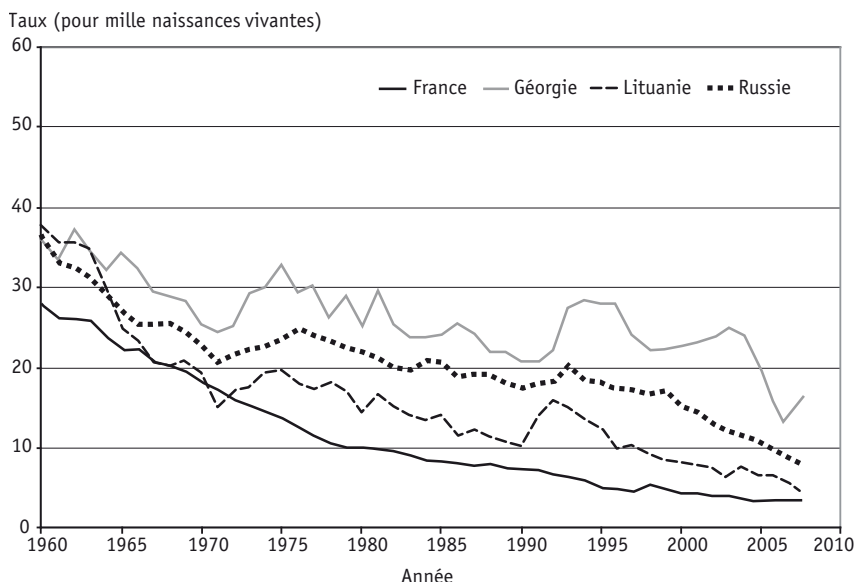
FIGURE 1
Espérance de vie masculine à la naissance (1960-2007)



Sources : Annuaire statistiques nationaux et base de données de l'INED (http://www.ined.fr/pop_chiffres).

L'évolution de la mortalité infantile confirme les liens étroits qui ont durablement uni les pays de l'Union soviétique, même si les mesures statistiques rendent parfois difficile l'interprétation des indicateurs (Figure 2). En effet, durant de longues années, celui utilisé pour mesurer la mortalité infantile en URSS a exclu certains décès de nouveau-nés généralement pris en compte en Europe. En Russie, par exemple, l'amélioration de l'enregistrement des décès au milieu des années 1970, intervenue après une campagne de contrôle engagée par la Direction de la statistique, a eu pour effet d'accroître le taux de mortalité infantile. Il en est allé de même en Lituanie et en Estonie qui, après 1991, ont appliqué la norme internationale de mesure de cette mortalité. La tendance est néanmoins partout à la baisse, sauf en Géorgie.

FIGURE 2
Taux de mortalité infantile (1960-2007)



Sources : Annuaire statistiques nationaux et base de données de l'INED (http://www.ined.fr/pop_chiffres).

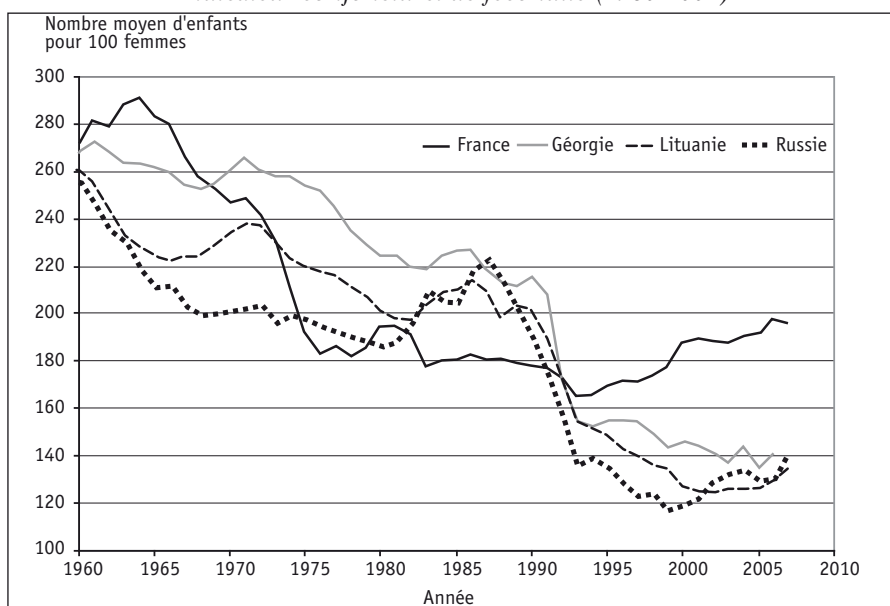
L'évolution synchrone de la fécondité dans les trois anciennes républiques soviétique procède de l'effet conjoint de facteurs historiques, politiques et économiques tandis que les différences de niveau résultent davantage de facteurs culturels et anthropologiques (Figure 3). Dans les années 1980, alors que la plupart des pays européens (la France exceptée) voient diminuer leur niveau de fécondité, ceux de la Géorgie, de la Lituanie et de la Russie demeurent élevés. L'empreinte laissée par l'État paternaliste soviétique explique la symétrie des tendances dans ces trois pays, encore renforcée par la politique nataliste mise en œuvre en 1981⁶, époque où la fécondité augmente. Les mesures prises ont surtout des effets sur le calendrier des naissances – elles accélèrent la procréation – plutôt que sur le niveau de la descendance finale des générations⁷. Enfin, la baisse amorcée au début des années 1990 est, elle aussi, simultanée dans les trois anciennes républiques soviétiques. Sa rapidité s'explique partiellement par un calen-

6. En particulier, un congé parental rémunéré ; A. Avdeev et A. Monnier, « À la découverte de la fécondité russe contemporaine », *Population*, vol. 49, n° 4-5, 1994, pp. 859-901.

7. S. Zakharov, « Demografičeskij analiz efekta mer semejnoj politiki v Rossii 1980-kh gg. » (L'analyse démographique de l'effet des mesures de politique familiale dans la Russie des années 1980), in T.M. Maleva & O.V. Sinjavskaja, dir., *Roditeli i deti, mužčiny i ženščiny v sem'e i obščestve* (Enfants et parents, hommes et femmes dans la famille et dans la société), tome 1, Moskva, NISP, 2007, pp. 267-312.

drier de fécondité précoce durant les années antérieures mais il est clair que la crise économique, politique et sociale des années 1990, plus particulièrement en Lituanie et en Russie, a également contribué au déclin de la natalité dès 1990-1991 et au retard de la naissance du premier enfant.

FIGURE 3
Indicateur conjoncturel de fécondité (1960-2007)



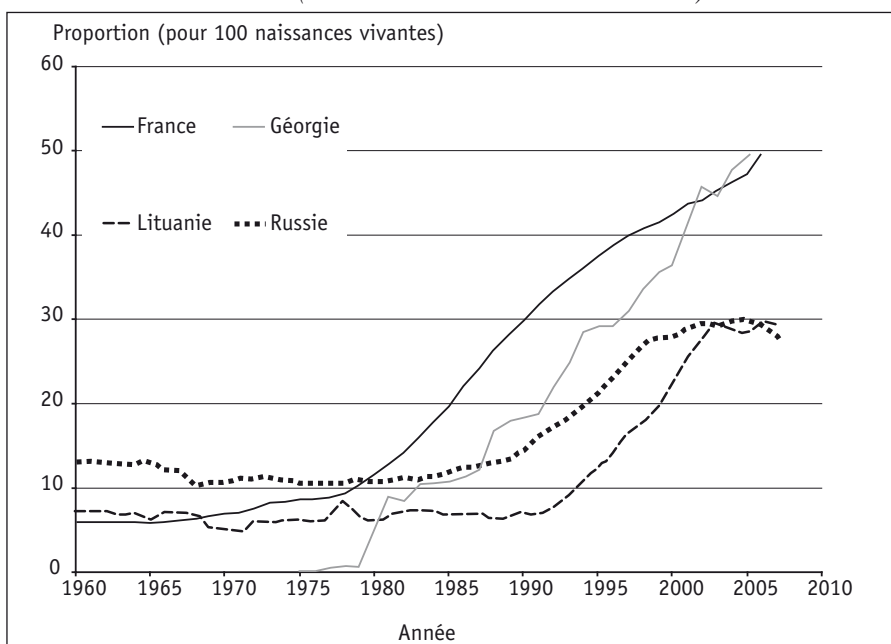
Sources : Annuaire statistiques nationaux et base de données de l'INED (http://www.ined.fr/pop_chiffres).

Les écarts de niveau découlent de facteurs culturels et anthropologiques, notamment en Géorgie et en Lituanie pendant la période 1960-1990 : la famille patriarcale, d'un côté, et le catholicisme, de l'autre, imprègnent les comportements familiaux et en particulier matrimoniaux dont le changement est illustré ici par l'évolution des naissances hors mariage (Figure 4). Au début des années 1960, dans la majorité des pays européens, une naissance hors mariage correspondait le plus souvent à une naissance hors union, non désirée la plupart du temps et non reconnue. Désormais, il s'agit d'enfants nés dans une union informelle. Les pays scandinaves ont anticipé cette évolution et la France leur a emboité le pas quelques années plus tard. Aujourd'hui en France, une naissance sur deux survient dans une union informelle et les comportements féconds des couples mariés ne diffèrent pas de ceux des autres couples.

Ces changements montrent combien les dimensions anthropologiques et politiques s'entremêlent de manière complexe. En Estonie, par exemple, pays démographiquement identifié comme scandinave, les unions infor-

nelles se sont développées très rapidement dès l'éclatement de l'Union soviétique. Son appartenance à l'URSS avait pourtant endigué cette tendance durant des décennies. En Lituanie, l'adhésion aux valeurs du catholicisme avait eu pour conséquence de circonscrire, plus encore qu'en Estonie et que dans d'autres républiques soviétiques, la hausse des naissances hors mariage. Depuis 2007-2008, cette dimension culturelle persistante s'est même accompagnée d'une politique incitative en faveur du mariage, directement inspirée par le catholicisme et accordant aux couples mariés un statut privilégié par rapport aux autres. La hausse du nombre de naissances hors mariage, qui s'était amorcée au début des années 1990, s'est alors interrompue. En revanche, en Géorgie, la croissance inattendue et très rapide des naissances hors mariage n'est pas imputable à un changement des comportements démographiques ou à une politique familiale particulière mais à une désaffection pour les mariages civils au profit de cérémonies religieuses et privées⁸.

FIGURE 4
Proportion de naissances hors mariage dans l'ensemble des naissances vivantes (en % de l'ensemble des naissances)



Sources : Annuaire statistiques nationaux et base de données de l'INED (http://www.ined.fr/pop_chiffres).

8. À ce sujet, lire I. Badurashvili, R. Cheishvili, E. Kapanadze, S. Tsiklauri and M. Sirbiladze, *Gender Relations in Modern Georgian Society*, UNFPA-GCPR, Tbilisi, 2008, 86 p.

Si cette deuxième partie dessine les principales tendances démographiques des quatre pays étudiés et fait ressortir leurs similitudes et leurs divergences, il convient de la compléter par une mise en perspective des déterminants anthropologiques, historiques, sociaux et économiques des grandes transformations socio-démographiques dont se font l'écho les neuf articles qui suivent. Les données des enquêtes GGS constituent à ce titre une riche source d'information.

3. LES TRANSFORMATIONS SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES ET LEURS DÉTERMINANTS

3.1. UNE DIMENSION ANTHROPOLOGIQUE PRONONCÉE – ENTRAIDE ET COHABITATION FAMILIALES

Il est désormais établi que les relations intra-familiales relèvent partiellement de la dimension anthropologique des sociétés étudiées. Les comportements résistent aux changements sociaux et politiques⁹. Ainsi, lorsque l'urbanisation rapide et l'exode rural conduisent de nombreuses familles à quitter la campagne pour vivre en ville ou que les conditions de logement se transforment, l'habitat et les relations au sein de la famille se modifient. Les liens familiaux commencent à se distendre et de nouvelles formes d'entraide prennent souvent le relais de la cohabitation. Les modèles familiaux où dominent le partage des tâches au sein du ménage, des fonctions économiques dans l'exploitation rurale ou la mise en commun partielle des ressources laissent place à de nouvelles organisations familiales régies par d'autres types d'entraide, d'échange informel, de circulation de l'information. Les relations de la famille avec les autres sphères, c'est-à-dire avec l'extérieur, se multiplient également et de nouvelles catégories d'aide s'imposent telles celles proposées par l'État. Qu'il s'agisse de mesures financières ou fiscales, de soutien aux familles (prise en charge des enfants, des parents âgés, etc.), la mobilisation des canaux institutionnels s'amplifie, l'aide apportée par la famille élargie ne venant qu'en complément de celle des institutions.

Le cas des pays issus de l'URSS est alors particulièrement intéressant, cet ensemble ayant vu se superposer l'État-providence soviétique et des modes traditionnels d'entraide très disparates selon les régions. Complémentaires ou contradictoires, ils se heurtent au paternalisme de l'État ou s'accordent avec lui. Fondement de la protection sociale, celui-ci n'est pas à la mesure d'une réalité souvent proche de l'économie de survie. Ce décalage se manifeste par des échanges de biens et services, souvent monétaires et informels, au sein de la population¹⁰. Ils constituent une sorte d'assuran-

9. Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, *L'invention de la France. Atlas anthropologique et politique*, Le Livre de Poche, Paris, 1981.

10. Myriam Désert, « Le débat russe sur l'informel », Questions de recherches, n° 17, CERI/

ce face aux défaillances de l'État et du système de protection sociale. En même temps, ils engagent les personnes qui y participent dans un processus où une aide reçue en appelle une en retour. Faut-il préciser que celui-ci est coûteux puisqu'il nécessite de venir en aide à un nombre croissant de gens dans l'espoir d'une contrepartie au moment voulu. Ce type d'échange puise sa source dans les liens familiaux, amicaux et de voisinage traditionnels qui diffèrent selon les territoires et les populations.

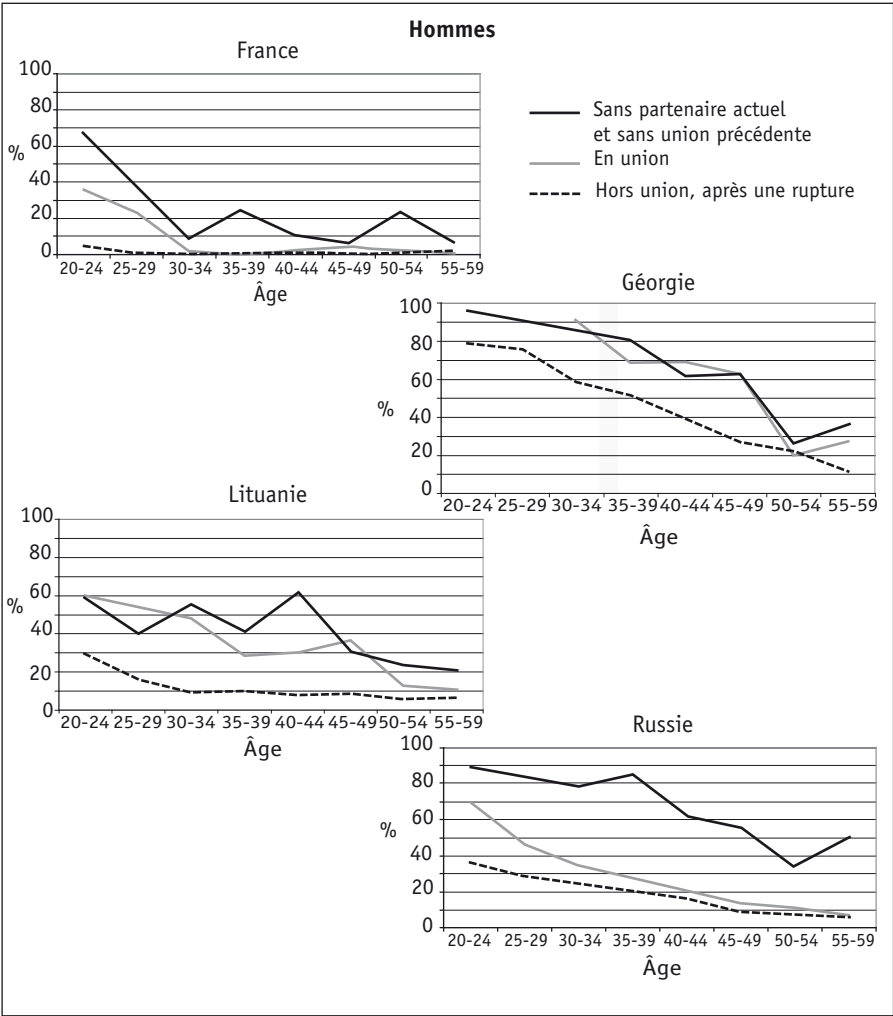
Dans ce contexte, le soutien familial est une des formes les plus usuelles d'entraide et s'avère déterminant pour les hommes et les femmes isolés, sans partenaire, veufs ou divorcés. Il consiste souvent en un accueil ou un retour au domicile parental (Figure 5). C'est d'autant plus vrai en Géorgie où l'organisation familiale favorise les ménages complexes. Pour les hommes géorgiens, cohabiter avec ses parents reste une possibilité indépendamment du moment de leur histoire matrimoniale, qu'ils soient célibataires ou en union. Si la proportion d'hommes vivant avec au moins un parent décroît avec l'âge, ce n'est pas tant la décohabitation que le décès des parents qui en est la cause.

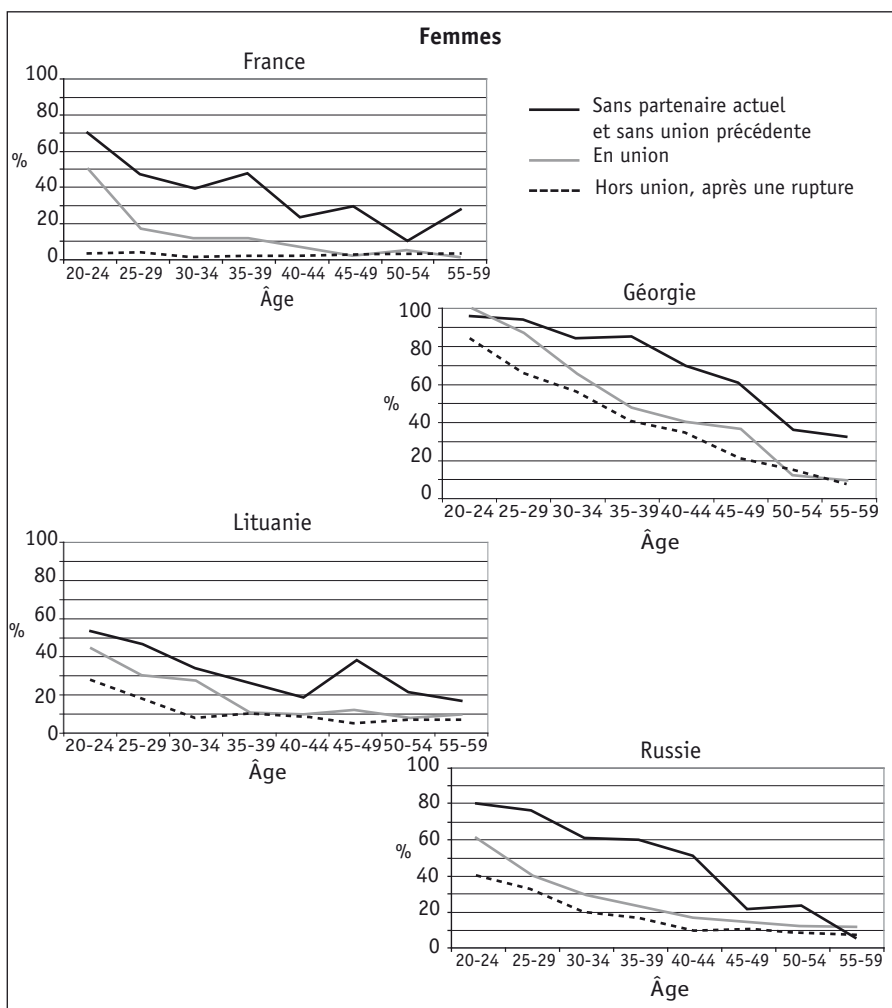
En France, au contraire, les hommes ne vivent que très rarement dans le foyer parental, surtout après trente ans. Les femmes sont un peu plus nombreuses mais, une fois qu'elles ont quitté leurs parents, elles ne retournent pratiquement jamais habiter avec eux, même si elles ont divorcé ou sont veuves. La décohabitation est donc plus souvent définitive. Elle l'est moins en Lituanie étant donné les difficultés d'accès à un logement et à des revenus stables. Hommes et femmes sont nombreux à vivre avec leurs parents ou beaux-parents après une entrée en union ou une rupture matrimoniale. Enfin, la Russie présente, comme la Lituanie, un profil intermédiaire avec la hausse des cohabitations forcées dues aux difficiles conditions économiques de la dernière décennie.

L'organisation familiale et les situations de cohabitation révèlent aussi les liens qui unissent les membres de la famille et les rapports de genre qui s'y sont noués. Ainsi en Géorgie, la prise en charge des parents âgés par le fils aîné se réfère à sa responsabilité dans la fratrie. Ces relations définies au sein de la famille et les rapports de genre observés dans l'ensemble de la société reflètent une dimension anthropologique que les contraintes économiques peuvent exacerber, notamment en période de crise quand les femmes sortent plus souvent et plus rapidement du marché du travail que les hommes. De même, les pratiques familiales et matrimoniales renvoient au statut social des hommes et des femmes et aux usages prescrits par la société.

Le mariage n'entraîne pas nécessairement en Géorgie le départ des hommes de leur famille d'origine. La cohabitation patrilocale conduit l'époux à demeurer auprès de ses parents et l'épouse à le rejoindre. Cet attachement des hommes à leurs parents illustre en outre les divergences du comportement masculin et féminin après une rupture. En situation de veuvage, de divorce ou de séparation, l'homme reste ou revient vivre chez ses parents, ce qui n'est pas le cas de la femme quelle que soit sa situation matrimoniale. Ce trait est indubitablement l'un des plus spécifiques de l'organisation familiale géorgienne en comparaison avec les trois autres pays étudiés.

FIGURE 5
Proportion d'hommes (de femmes) vivant avec au moins un de leurs parents ou un des parents de leur partenaire, selon la situation matrimoniale.



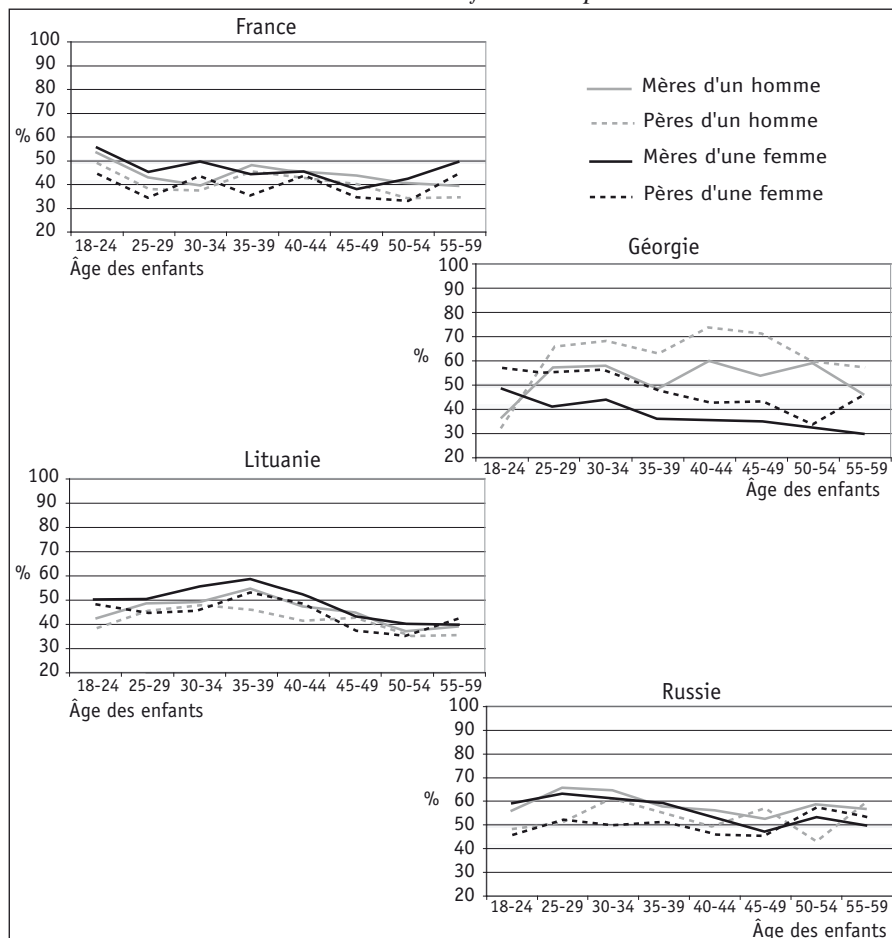


Sources : Enquêtes GGS (voir Annexe 1).

La corésidence des membres d'une même famille ne reflète qu'une partie des relations parents-enfants. Les contraintes de logement, la vie urbaine viennent moduler les structures familiales mais ne modifient pas ces relations en profondeur. Les visites régulières que les enfants font à leurs parents suffisent pour s'en convaincre (Figure 6). En Géorgie, les rapports de genre déterminent les relations familiales au quotidien. La relation privilégiée entretenue par les hommes avec leurs parents, observée dans l'organisation patrilocale, se retrouve dans les visites des fils à leurs parents, bien plus nombreuses que celles de leurs sœurs¹¹.

11. Cf. l'article d'Arnaud Régnier-Loilier, Irina Badurashvili et Shorena Tsiklauri qui comparent ici la France et la Géorgie.

FIGURE 6
*Proportion d'enfants rendant visite au moins une fois par semaine
à leur(s) parent(s) dont au moins un des deux est vivant,
selon le sexe de l'enfant et du parent*

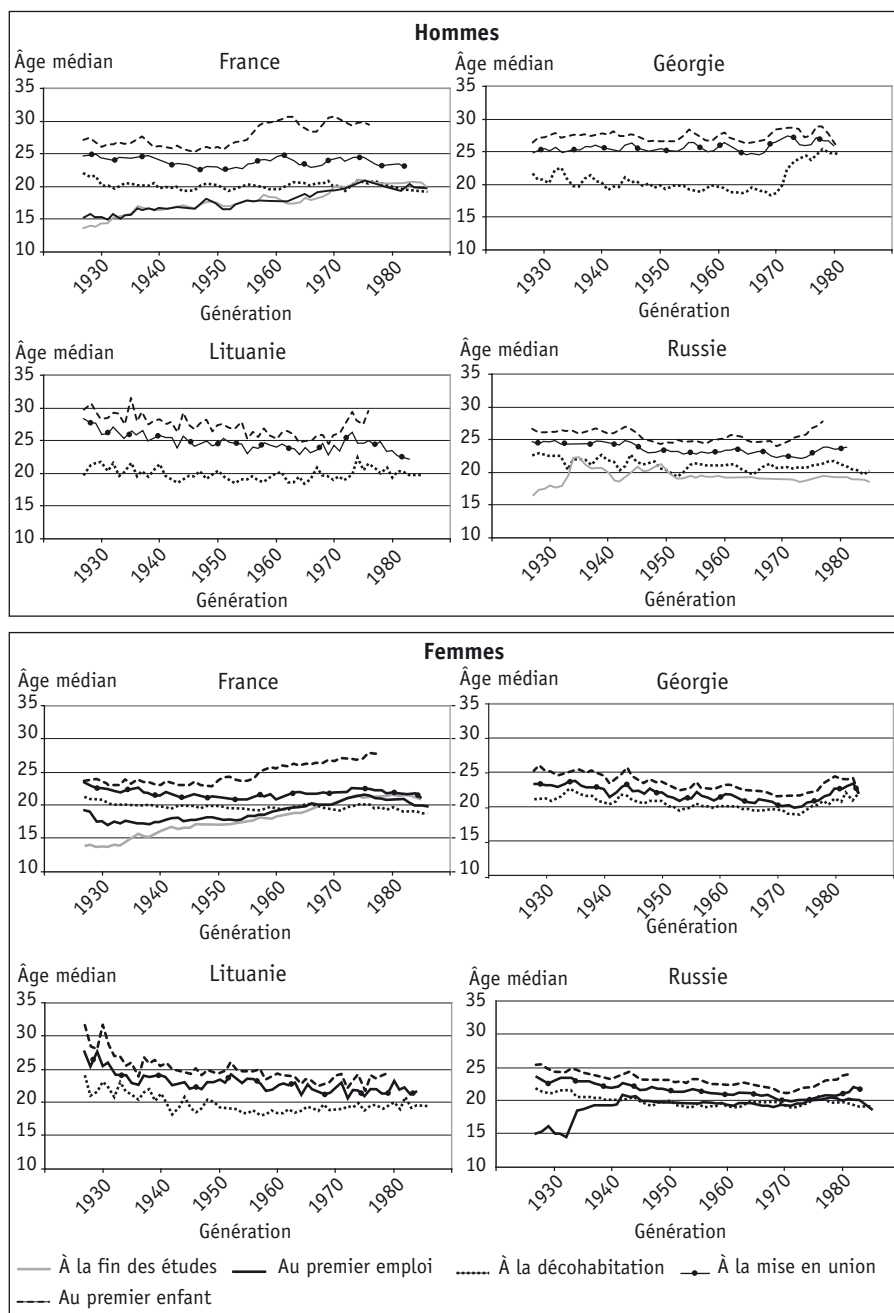


Sources : Enquêtes GGS (voir Annexe 1).

3.2. L'ENTRÉE DANS LA VIE ADULTE

Les étapes de l'entrée dans la vie adulte (décohabitation, fin des études, premier emploi, première union, première naissance) se déroulent selon des séquences variées, plus ou moins décalées. Elles ne sont pas toujours ordonnées de façon stricte, ni dans un même pays ni dans le temps. Cependant, malgré la variabilité et les inversions de l'ordre des séquences, qui dépendent de facteurs individuels, sociaux ou économiques, les similitudes montrent que ces divers moments du passage à l'âge adulte sont étroitement liés. Les générations françaises les plus anciennes se distinguent de celles des autres pays, traduisant un rapport différent entre l'accès à l'emploi et la formation de la famille.

FIGURE 7
*« L'entrée dans la vie » – âge médian à différentes étapes,
 selon les générations masculines et féminines.*



Sources : Enquêtes GGS (voir Annexe 1).

En France, la fin des études est très rapidement suivie du premier emploi mais le départ de chez les parents n'a lieu que quelques années plus tard. La décohabitation n'est pas simplement la conséquence de l'accès à l'autonomie économique mais aussi de l'accès au statut d'adulte. Elle survient alors que toutes les conditions de l'indépendance sont réunies. Cela explique la stabilité étonnante de l'âge médian au départ du foyer parental (Figure 7). L'association d'un facteur économique – la nécessité d'être financièrement indépendant pour pouvoir s'en aller – et d'un facteur de nature plus anthropologique – la manière dont on se représente l'âge à l'autonomie – explique le temps écoulé entre, d'une part, la fin des études et le premier emploi et, d'autre part, le départ du domicile parental.

La première étape de la formation de la famille, à savoir une première union qui, majoritairement, est un mariage pour les générations nées avant 1960, ne vient qu'après la fin des études, l'entrée sur le marché du travail et la décohabitation. Lui succède la naissance d'un enfant conçu rapidement après l'union. Pour les générations nées en 1930, qui débutent leur vie active juste après la Seconde Guerre mondiale, les âges médians indiquent que plus de quinze ans s'écoulent entre la fin des études ou le premier emploi et la mise en union ou la naissance du premier enfant. Trois phénomènes sont dissociés : le premier, d'ordre économique, relie instruction et emploi ; le second, d'ordre sociologique, s'exprime dans la représentation sociale de l'âge adulte et détermine le départ du foyer parental ; le troisième, d'ordre démographique, lie le mariage et la naissance du premier enfant.

En Union soviétique, les étapes de l'histoire de vie étaient beaucoup plus resserrées et les séquences s'entremêlaient. Si la fin des études et le départ du domicile parental étaient proches¹², la première union et le premier enfant l'étaient tout autant. En Russie, toutes les étapes se succédaient en moins de cinq ans alors qu'en France, elles étaient parcourues en plus de dix ans. Il n'était pas rare, en Russie, que la première union précédât la fin des études de même que la naissance du premier enfant. L'intervalle était un peu plus long en Lituanie et en Géorgie car le départ du foyer parental était légèrement plus précoce, la pénurie de logements étant moins criante dans ces républiques périphériques de l'URSS. Cependant, dans l'ensemble des républiques, le système étatique d'accès à l'éducation et à l'emploi a conduit à rompre la dépendance entre la formation de la famille et les parcours éducatifs et professionnels. Contrairement à la France, la distinction des étapes de l'histoire de vie était gommée¹³.

Les générations les plus récentes se démarquent de celles qui les ont précédées, notamment en France où la fin des études/le premier emploi, le

12. Pour la Russie, l'enquête ne posait pas la question du premier emploi.

13. Cf., dans ce numéro, l'article de Alain Blum, Pascal Sebille et Sergej Zakharov qui proposent une comparaison de la Russie et de la France.

départ du foyer parental et la naissance du premier enfant sont de plus en plus dissociés. La stabilité de l'âge au départ du foyer familial ainsi qu'à la mise en union contraste avec l'augmentation rapide de l'âge à la naissance du premier enfant et la lente et régulière élévation de l'âge à la sortie des études et à l'obtention du premier emploi. Ce phénomène n'est pas observable dans les autres pays : seule la naissance du premier enfant a tendance à s'éloigner des autres étapes en Russie et en Lituanie, d'ailleurs uniquement pour les hommes. En Géorgie, l'association et la concentration de toutes les étapes¹⁴ perdurent, en particulier pour les femmes. Ce caractère hautement sexué, récent dans les trois pays, de la dissociation pour les hommes de la naissance du premier enfant et des autres étapes de la vie est plutôt la conséquence des transformations économiques que du changement des aspirations et des attitudes des individus. La disparition de l'État paternaliste conduit les hommes à attendre que leur emploi se stabilise et que leur carrière soit déjà bien avancée avant de s'engager dans la constitution d'une famille¹⁵.

3.3. CONSTITUTION DU COUPLE ET RUPTURES D'UNION

Les formes que prend la mise en union témoignent de cette étrange imbrication de l'histoire récente, opposée au développement de nouveaux modes de cohabitation en URSS, et des déterminants anthropologiques. Les transformations intervenues ces dernières années mettent en relief des éléments de conservatisme ou de changement qui opposent la France et la Russie d'une part, la Lituanie et la Géorgie de l'autre.

Partout, la première union a tendance à ne plus être un mariage. En France, les unions informelles constituent depuis longtemps le premier moment de la vie en couple. Dès les années 1960, le nombre de mariages est en baisse alors qu'en Russie, ce phénomène ne débutera qu'à la fin des années 1970. Le contraste entre ces deux pays et la Géorgie et la Lituanie est saisissant car ce n'est que bien plus tard, après l'éclatement de l'URSS, que les unions informelles, qui sont encore une première étape avant le mariage, s'y généraliseront. En Géorgie et en Lituanie, l'appartenance à l'URSS, peu propice à l'essor de ces unions, s'est jointe à une dimension sociale plus profonde. Si elle différait ici et là, elle a néanmoins abouti à ce que le mariage reste, de nos jours encore, la forme la plus légitime d'union. Cette confrontation entre les normes héritées du régime soviétique et celles issues de la société a façonné, dans ces deux pays, l'évolution de la nuptialité.

14. La forte hausse de l'âge à la décohabitation à la fin des années 1990 tient à une réforme du service militaire. Voir à ce sujet le texte de d'Arnaud Régnier-Loilier, Irina Badurashvili et Shorena Tsiklauri.

15. Cf. l'article d'Ariane Pailhé et Oxana Sinyavskaya dans ce numéro.

En Russie en revanche, l'adéquation entre l'évolution politique et les comportements de nuptialité a entraîné, dès la chute de l'URSS, l'émergence rapide des unions informelles. Ce changement d'ordre démographique est le reflet de la contrainte que faisait peser le modèle socio-politique et économique soviétique sur les comportements matrimoniaux de la population.

En Lituanie et en Géorgie, l'environnement socio-culturel est différent mais, même si elle n'a pas le même sens, l'institution du mariage reste centrale, ce qui est confirmée par le calendrier tardif des mises en couple qui s'achèvent le plus souvent par un mariage. La persistance des valeurs attachées à cette institution peut, selon nous, être qualifiée de « conservatisme ».

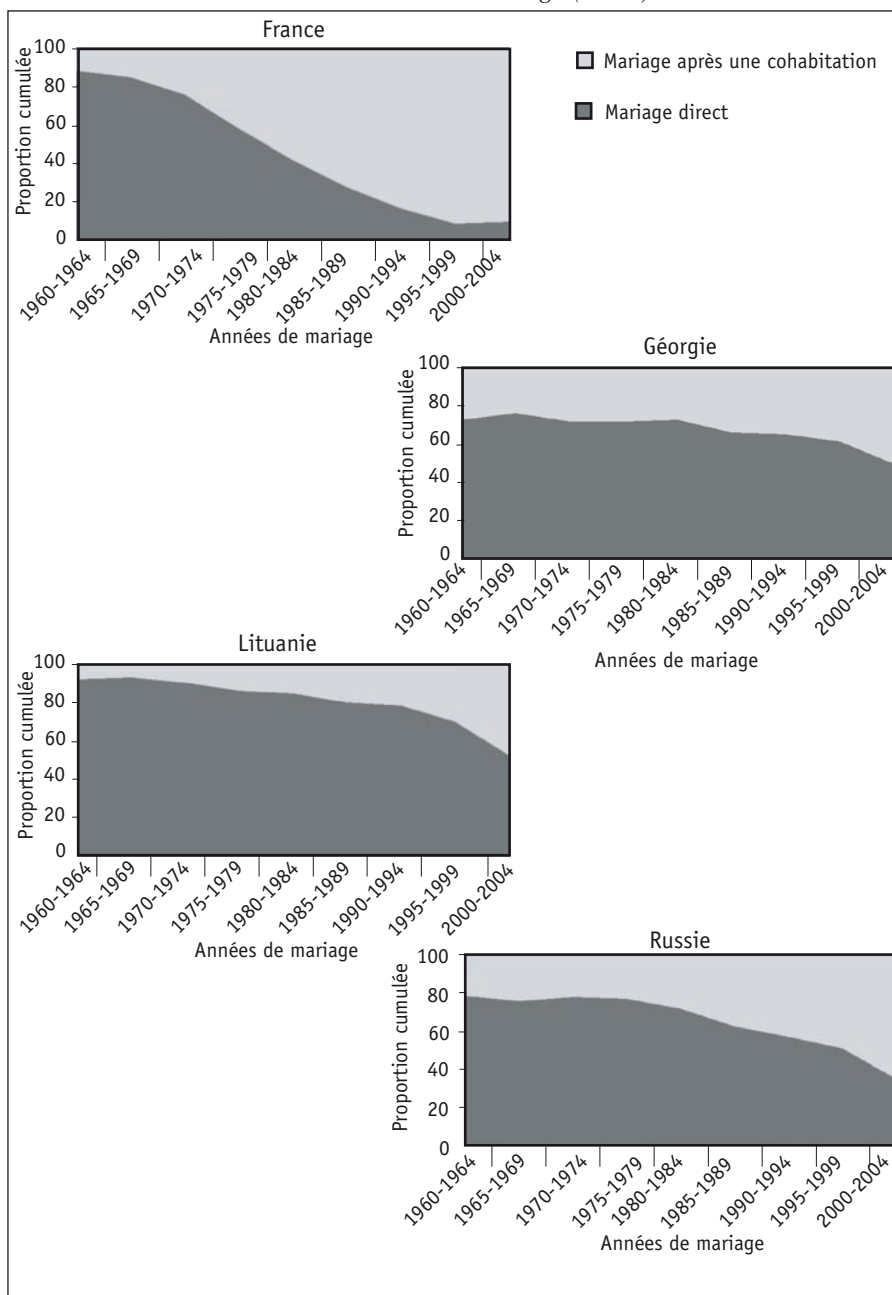
Deux sociétés opposées se profilent. La première est constituée de la France et de la Russie où l'institution du mariage n'est plus que la sanction par l'État d'un mode de vie familial, sans grande signification symbolique. La seconde, où le mariage demeure le « pilier » de la société, regroupe la Lituanie au catholicisme encore très présent et la Géorgie où le mariage consacre des relations familiales patriarcales et hiérarchisées.

La nature des comportements de nuptialité en France ne signifie pas pour autant que l'État ne soutient pas les familles. Au contraire, il doit, par essence, procurer les moyens de fonder une famille indépendamment de sa forme institutionnelle. La généralisation des naissances hors mariage montre que la légitimation de l'union par le mariage est du ressort de l'individu et de la sphère privée. L'implication de l'État n'en est pas moins attendue par la population, que ce soit dans la prise en charge des modes de garde ou dans l'éducation¹⁶. En Russie, la situation est plus ambiguë, sans qu'on puisse vraiment trancher entre deux hypothèses. La première renverrait à une logique analogue à celle qui prévaut en France : la longue tradition de l'État-providence est intériorisée par la population. Ce sentiment persisterait même lorsque la politique familiale est en jachère. La seconde, au contraire, identifierait le cas russe au modèle libéral, dissociant ce qui relève du privé (la famille) et du public (l'État), ce que semblent valider l'ampleur des transferts intergénérationnels et l'attitude envers les parents âgés. La Russie aurait versé dans un libéralisme effréné où l'absence d'intervention de l'État et son soutien insuffisant à la population doivent être compensés par les familles¹⁷.

16. Voir ici l'article de Cécile Lefèvre, Lidia Prokofieva, Irina Korchaguina, Vlada Stankuniene, Margarita Gedvilaite, Irina Badurashvili et Mariam Sirbiladze.

17. *Ibidem*.

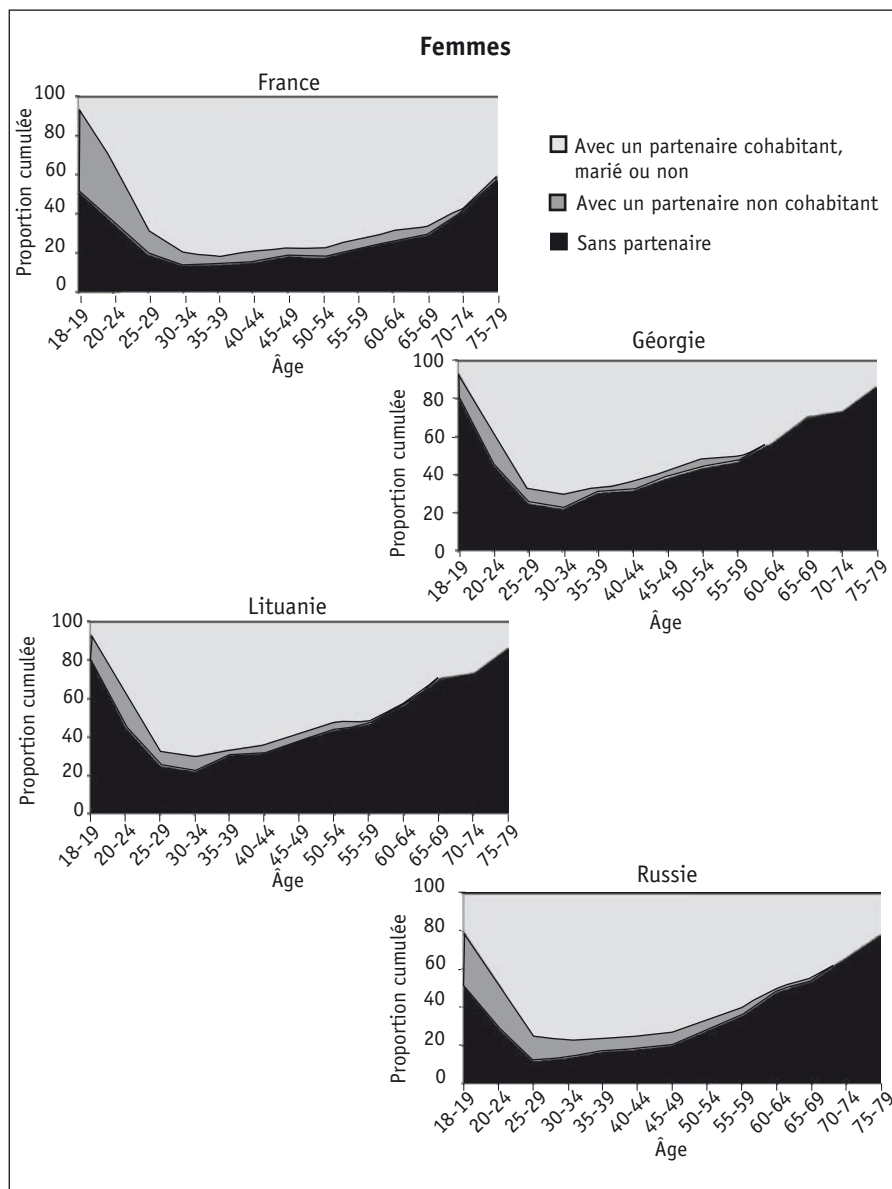
FIGURE 8
Proportion de mariages précédés d'une union informelle,
selon la cohorte de mariage (en %)

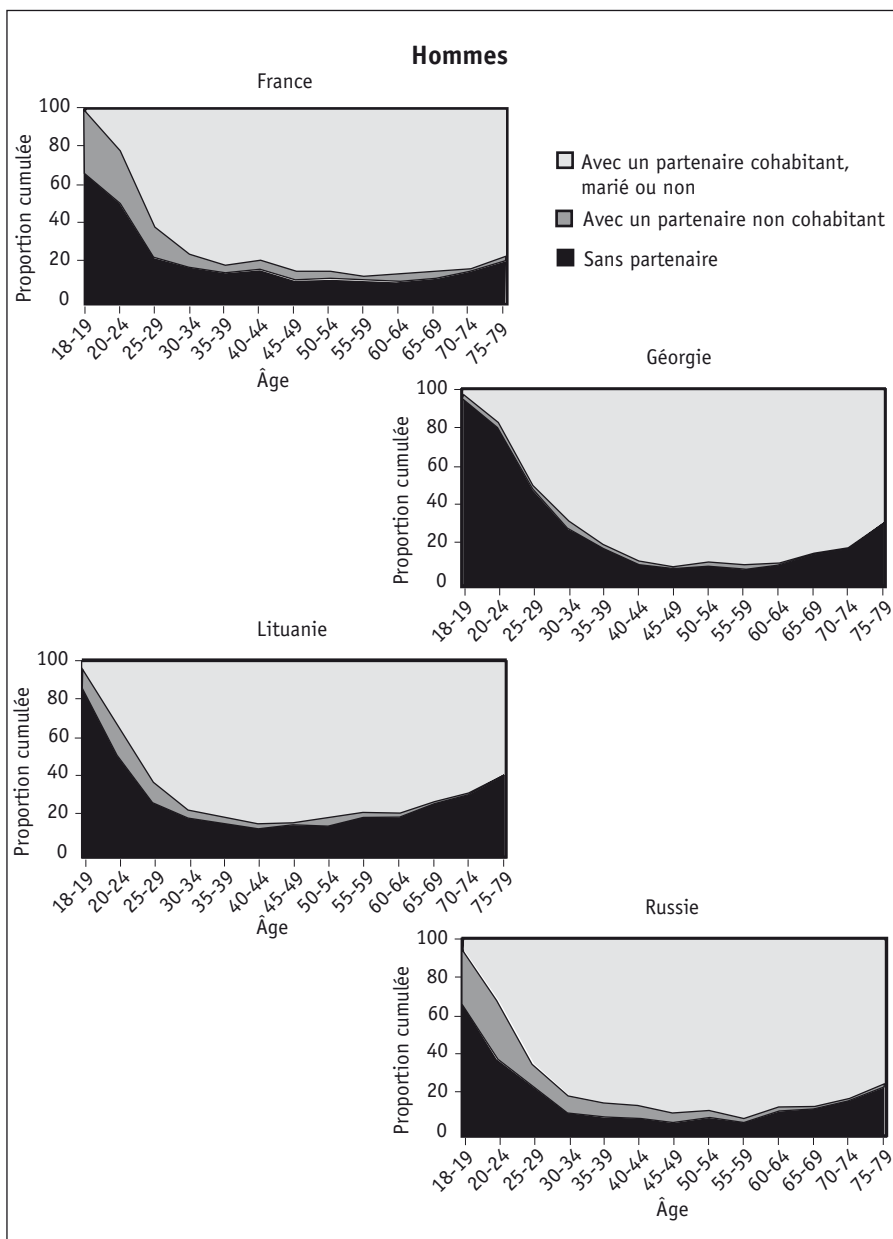


Sources : Enquêtes GGS (voir Annexe 1).

FIGURE 9

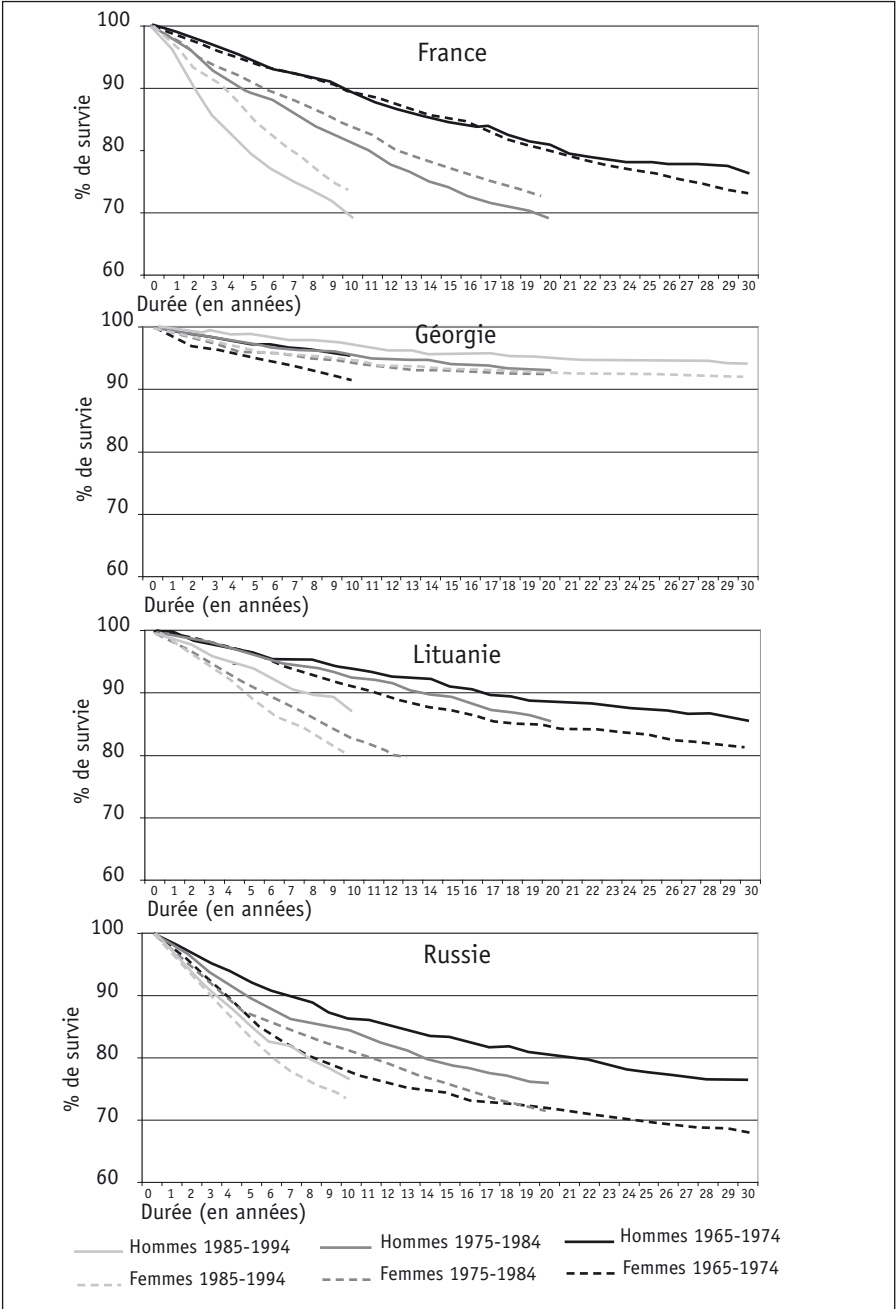
Proportion de femmes (d'hommes) vivant avec un partenaire, ayant un partenaire non cohabitant, sans partenaire, selon l'âge (en %)





Sources : Enquêtes GGS (voir Annexe 1).

FIGURE 10
*Survie des unions en fonction du sexe et de l'année de l'union
(pour 100 unions conclues une année donnée)*



Sources : Enquêtes GGS (voir Annexe 1).

Les ruptures d'union sont, quant à elles, orientées par des facteurs strictement démographiques et par des variables anthropologiques (Figure 10), la structure démographique expliquant partiellement lesdites ruptures. La surmortalité masculine – précoce et extrêmement élevée en Russie et en Lituanie – conduit inévitablement à un déséquilibre structurel entre les hommes et les femmes, ces dernières devenant plus rapidement veuves. L'état de solitude est alors différencié selon le sexe (Figure 9). En France, les ruptures d'union sont beaucoup plus synchrones pour les hommes et les femmes car, pour l'essentiel, elles ne sont pas dues à la mortalité mais à une séparation (Figure 10). En revanche, les séparations rapprochent clairement la France et la Russie. La similitude est grande tant du point de vue de leur fréquence que de leur évolution au fil du temps : aujourd'hui, en France, seules 70 % des unions subsistent au bout de 10 ans, cette proportion étant légèrement plus élevée en Russie. La Lituanie et la Géorgie, quant à elles, se singularisent. Les unions y sont beaucoup plus stables et les ruptures plus rares, notamment en Géorgie. Le cadre patriarcal et le contrôle familial géorgien, d'une part, la prégnance de la religion en Lituanie, de l'autre, en sont une nouvelle fois la cause.

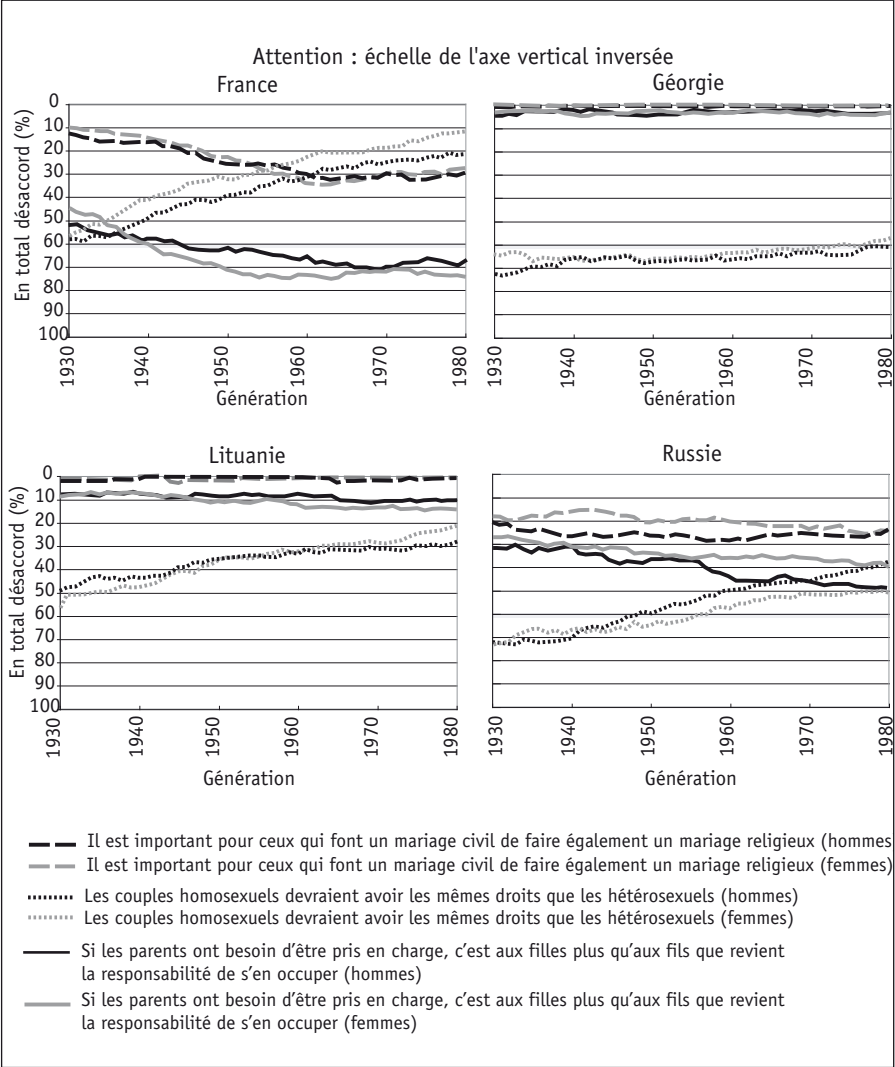
3.4. VALEURS ET TRANSFORMATIONS SOCIALES

L'étude des valeurs familiales, des relations de genre, de l'homosexualité souligne aussi le mélange de conceptions traditionnelles et plus modernes dans les populations des territoires étudiés.

Le jugement porté sur l'homosexualité a foncièrement évolué. Si les générations russes nées dans les années 1930 fustigent majoritairement cette pratique¹⁸, les jeunes nés au début des années 1980 sont une minorité à la réprouver. 70 % des personnes, hommes et femmes, nées en 1930 étaient hostiles à l'égalité de droit des couples homosexuels et hétérosexuels. Seuls un homme sur deux et deux femmes sur cinq nés en 1980 sont désormais dans ce cas. En France, beaucoup plus de personnes acceptent l'égalité de traitement : seul un homme sur cinq et une femme sur dix nés en 1980 la rejettent. Parmi ceux ou celles nés en 1930, plus de la moitié la condamnait. La Lituanie présente une situation intermédiaire et la Géorgie est la seule où la réprobation persiste et n'évolue que très peu au fil des générations.

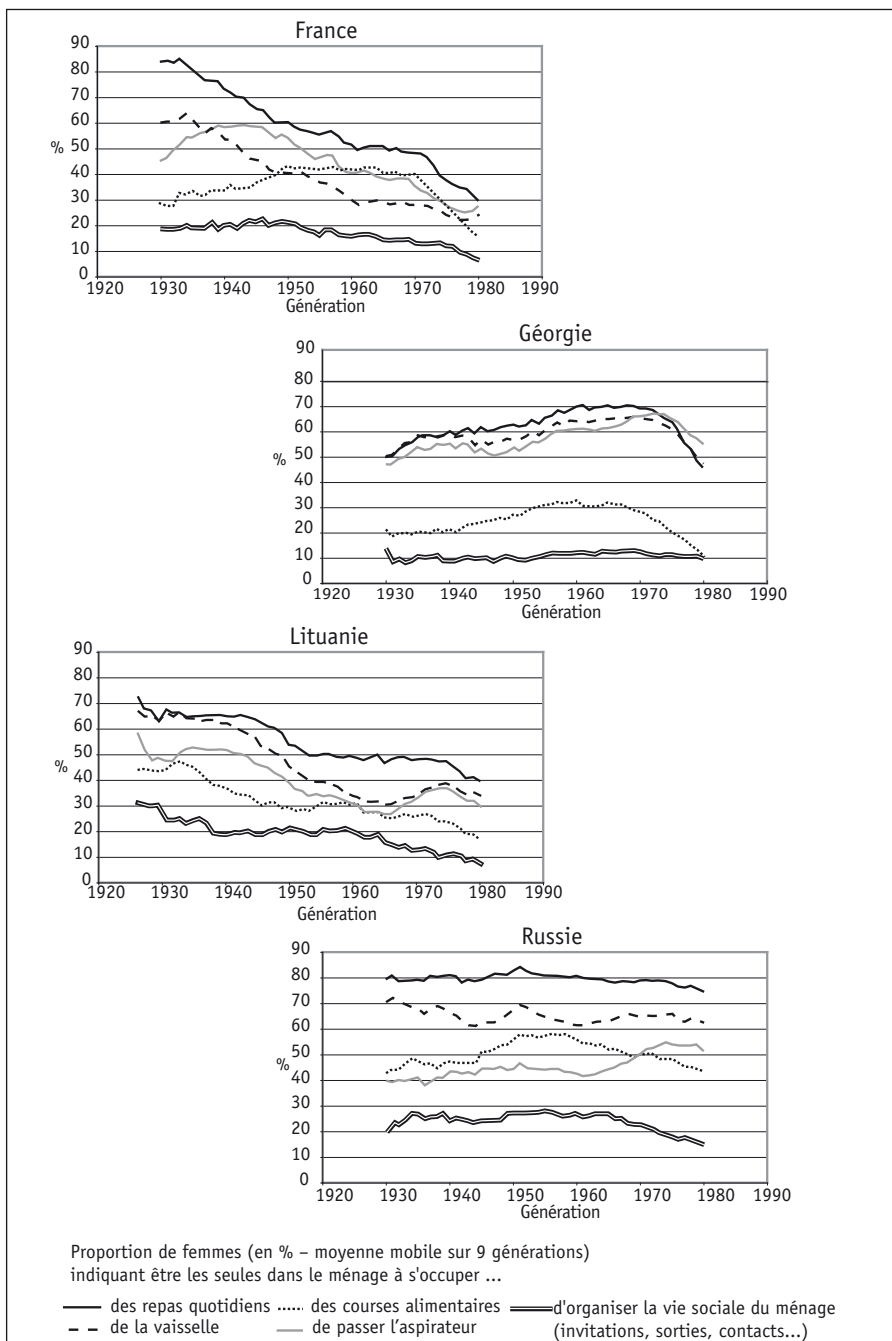
18. Plus précisément, ces générations considèrent que les couples homosexuels ne devraient pas avoir les mêmes droits que les couples hétérosexuels.

FIGURE 11
Valeurs : attitudes à l'égard de l'homosexualité, du mariage religieux et du soutien aux parents



Sources : Enquêtes GGS (voir Annexe 1).

FIGURE 12
Valeurs de genre : attitude à l'égard de la différenciation sexuée des tâches ménagères



Sources : Enquêtes GGS (voir Annexe 1).

Plus généralement, l'adhésion à certaines valeurs rend compte des rapports de genre au sein de la société et de la famille. Ils se modifient mais la situation reste très contrastée. Ainsi, la spécialisation des femmes dans les tâches ménagères ne disparaît guère en Russie alors que l'évolution a été très rapide en France et assez semblable en Lituanie, même si les progrès y sont plus lents. À la question : « Pouvez-vous me préciser quel membre du ménage se charge de [telle ou telle tâche] ? », moins d'un tiers des Françaises nées dans les années 1980 disent s'occuper seules de tâches telles que la préparation des repas, l'achat de nourriture, le nettoyage, l'organisation de la vie sociale du ménage. Les proportions sont plus élevées en Lituanie mais la tendance va dans le même sens. En revanche en Russie, seules les femmes (80 %) préparent les repas et, en Géorgie, la permanence de leur rôle traditionnel ne fait aucun doute, même si une tendance un peu étonnante à la baisse est constatée ces dernières années. Il s'agit probablement d'un renforcement de l'emprise économique des hommes, la femme devenant de plus en plus dépendante et n'étant pas la personne qui acquiert les biens de consommation. Les femmes géorgiennes sont souvent cantonnées dans la sphère domestique et peu présentes dans la sphère publique, y compris celle de l'achat des biens nécessaires à la vie quotidienne.

* * *

L'histoire des familles dans la seconde moitié du XX^e siècle dévoile une diversité qui ne se ramène ni à la coupure entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest ni à des caractères anthropologiques ancrés dans une histoire longue. Elle est traversée par des tendances qui touchent toute l'Europe et s'amorce ici à la fin des années 1960, là au début des années 1980 : le mariage n'est plus la sanction presque exclusive d'une union stable ; les diverses étapes du passage à l'âge adulte ne sont plus dans une relation étroite et mécanique qui conduirait à une succession apparemment naturelle entre la fin des études, la décohabitation et le premier emploi, la mise en union et la naissance du premier enfant. Si le moment de la décohabitation, c'est-à-dire celui de la prise d'indépendance par rapport aux parents qui est probablement l'expression d'une représentation sociale de l'âge adulte profondément enracinée, semble être relativement stable, les autres étapes voient évoluer leur agencement tout autant que leurs interrelations. Sans doute, ces changements sont-ils déjà solidement établis en France et encore hésitants dans les pays qui furent soviétiques mais les signes d'une dissociation des étapes apparaissent aussi ailleurs.

Ces transformations qui ont débuté à des époques diverses dans les quatre pays étudiés ont toutes été d'envergure. Ceci ne signifie pas pour autant que la nouvelle recomposition politique, économique et sociale de l'Europe va conduire à un schéma unique, à une famille européenne qui ne conserverait ni les traces d'une histoire récente ni celles d'une histoire longue ni l'emprise des facteurs culturels. Tout au contraire, le choix le

plus important qui se présente à chacun, mariage ou union libre, naissance du premier enfant moins reliée que dans le passé au mariage ou à la mise en union, laisse, probablement plus qu'auparavant, la place à l'expression d'une diversité culturelle et anthropologique marquée au sein du schéma général que nous avons décrit. Les décisions politiques restent malgré tout déterminantes, non pas pour modifier les grandes tendances mais pour les infléchir. Enfin, les traces d'une intégration passée dans des espaces politiques bien déterminés subsistent encore, même si elles sont déjà atténuées.

Cette introduction et les articles qui suivent approfondissent plusieurs aspects évoqués ici mais n'ont pas l'ambition d'annoncer ce que sera la famille européenne de demain. Ils témoignent, en revanche, de la diversité des choix offerts aux familles contemporaines qui les rendent sans aucun doute plus sensibles aux mutations extérieures, socio-économiques ou politiques. Ils laissent penser que la famille gardera une place centrale dans la société d'aujourd'hui, avec de multiples variations sur les divers territoires de l'Europe qui toucheront tant les formes d'entraide et de solidarité au sein de la parenté que les divers moments qui caractérisent le passage à l'âge adulte et les attentes qui s'expriment à l'égard de l'État.

ANNEXE 1
Synthèse de la réalisation des enquêtes GGS de la première vague en France, Russie, Géorgie et Lituanie

	France	Géorgie	Lituanie	Russie
Titre de l'enquête sur le terrain	Étude des relations familiales et intergénérationnelles (ERFI)	Family Relations and Intergenerational Support (FRAIS)	Parents et enfants, hommes et femmes, dans la famille et la société	Parents et enfants, hommes et femmes, dans la famille et la société (RiDMiŽ)
Période de réalisation	Automne 2005	Printemps 2006	Automne 2006	Été 2004
Taille et champ de l'échantillon	10 079 18-79 ans	10 000 18-79 ans	9 445 18-79 ans	11 260 18-79 ans
Organisme responsable de l'enquête	Ined, en collaboration avec l'Insee	Centre géorgien de recherche sur la population (GCPR)	Centre de recherche démographique de l'Institut de recherche sociale	Institut indépendant de politique sociale (IIPS)
Réalisation de la collecte sur le terrain	Réseau des enquêteurs de l'Insee	Enquêteurs formés directement par le GCPR	Sous-traitance à la société Baltic Surveys Lt	Sous-traitance à la société Demoscope
Partenariat et financement	National : Ined, Insee, Drees, Dares, Chav, Cnaf, COR, ANR	National : GCPR Institut de statistique International : Ined, FNUAP	National : Statistics Lithuania Fondation lituanienne d'État pour la science et la recherche Centre de recherche démographique de l'Institut de recherche sociale	National : IIPS, Fonds de pension russe, Demoscope et Institut de sociologie International : Institut Max Planck (IMP) de Rostock
Mode de collecte	Collecte assistée par informatique (CAPI)	Questionnaire papier (en géorgien ou russe)	Questionnaire papier (en lituanien ou russe)	Questionnaire papier (en russe)
Nombre d'enquêteurs	560	130	191	525
Durée moyenne de l'entretien	65 minutes	1 heure et demie à 2 heures	1 heure à 1 heure et demie	1 heure et demie à 2 heures
Taux de réponse	70 %	85 %	54 %	Très variable : 15 % à Moscou, 90 % en zone rurale.

ANNEXE 2

Plan du questionnaire de référence (core questionnaire)

1. *Ménage* : description du logement, liste des membres du ménage, sexe, date de naissance et liens entre eux.
2. *Enfants* : répartition des tâches parentales, mode de garde des enfants et coûts, description des enfants non présents dans le ménage (enfants non cohabitants, enfants décédés, beaux-enfants).
3. *Conjoints* : précisions sur le conjoint actuel, cohabitant ou non, statut matrimonial, intentions de se marier ou de vivre avec un conjoint dans les trois années à venir, mode de vie, histoires conjugales passées.
4. *Organisation du ménage et caractéristiques du couple* : répartition des tâches domestiques, prise de décisions au sein du couple, entente entre les conjoints, gestion des désaccords.
5. *Parents et foyer parental* : enfance, mode de vie des parents du répondant, départ du foyer parental, fréquence des contacts parents-enfants, fratrie du répondant, grands-parents.
6. *Fécondité* : grossesse en cours, planification des naissances, méthodes contraceptives, difficultés à avoir des enfants, intentions de fécondité, influence de l'entourage sur la décision d'avoir d'autres enfants, préférence quant au sexe des enfants.
7. *Santé et bien-être* : maladie ou handicap, difficultés au quotidien, aides reçues ou données, soutien psychologique, bien-être moral.
8. *Activité et revenus de l'enquête* : profession, horaires de travail, régularité du travail, satisfaction et intention de changer d'emploi, de prendre sa retraite.
9. *Activité et revenus du conjoint* : profession, temps de travail, régularité du travail.
10. *Biens du ménage, revenus et héritages* : biens et revenus de l'ensemble du ménage, possession de biens spécifiques, aisance matérielle, transferts intra et intergénérationnels, aides et allocations reçues, possibilité d'épargner.
11. *Valeurs et attitudes* : religion, opinions sur la famille, sur les relations entre ses membres et sur les relations de genre dans la famille et la société, opinions sur la politique et sur la religion.

Sites :

www-erfi.ined.fr

www.unece.org/pau/ggp/materials.htm